Extrait du Rencontres Sociales

http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article2316

« L'ESS : une solution face à la crise ? Etat des lieux et pistes d'action pour une autre performance démocratique, économique, environnementale et sociale »

Date de mise en ligne : lundi 24 janvier 2011

Description :

- Interviews et textes de références -

Discours de Jean-Louis Cabrespines, président du CNCRES à l'occasion du deuxième congrès du Conseil.

Rencontres Sociales

Discours de Jean-Louis Cabrespines, président du CNCRES à l'occasion du deuxième congrès du Conseil.

Mesdames, Messieurs et Chers amis,

Le jeudi 21 octobre, je voulais vous souhaiter la bienvenue pour notre deuxième congrès national des CRESS. Malheureusement, à part une dizaine de personnes à qui je renouvelle nos excuses, nous avons tous été empêchés !
Nous étions partagés entre la déception de ne pas pouvoir nous retrouver pour mener nos travaux et la satisfaction de voir le peuple français se mobiliser pour une cause juste.
Alors, nous avons pris la décision, difficile, de reporter notre congrès. Et nous voici, ce mercredi 19 janvier, tous ensembles, pour conduire nos travaux du deuxième congrès (je vous rappelle que le premier s'est tenu à Paris, le 1er décembre 2005).
Je vous souhaite donc, à toutes et tous, la bienvenue et vous remercie d'être venus si nombreux. C'est bien le signe que nous avons en commun des convictions et des valeurs qui nous font nous retrouver pour dire la force de notre réseau et la vigueur de nos engagements.
Merci à la CRESS Pays de Loire et à l'équipe du CNCRES pour le travail qu'ils ont engagé et pour leur disponibilité dans l'organisation de cette journée afin qu'elle soit une pleine réussite. Merci également à toutes les CRESS et particulièrement à celles qui ont participé à la préparation des tables rondes. Quand je regarde cinq ans, voire dix ans, en arrière que de chemin parcouru ! Ensemble, nous avons oeuvré pour contribuer très activement à ce que l'ESS soit reconnue comme une véritable force de développement social et économique dans les régions.
Ce congrès doit nous permettre de démontrer nos avancées et d'aller plus loin pour que chaque composante de nos chambres régionales puisse y trouver les moyens de son développement et de sa valorisation.

Quatre objectifs nous unissent pour cette journée : Renforcer la Cohésion interne et consolider une parole commune, Promouvoir la performance de l'ESS, Partager des expériences, S'inscrire dans des perspectives d'avenir.

Durant toute cette journée, nous aurons à montrer ce que sont les CRESS, ce qu'elle font, leur partenariat, leurs préoccupations quant à leur investissement dans les territoires où elles interviennent, leur capacité à mobiliser et à aider à la création pour un développement économique et social prenant en compte les Hommes avant les capitaux, les valeurs humanistes avant celles de la bourse !
Nous aurons à réfléchir, ensemble, pour proposer des pistes afin que nous puissions démultiplier nos expériences pour une plus grande performance de nos actions.
Nous aurons à mieux comprendre et à plus expliquer où se situent les CRESS. Elles sont des acteurs de terrain, des accompagnateurs des politiques publiques, des partenaires des entreprises et des collectivités, des catalyseurs d'initiatives, des innovateurs avec les autres. Les fiches initiatives que vous nous avez adressées montrent bien notre capacité à créer, mobiliser, accompagner dans le respect du principe de subsidiarité qui est consubstantiel de notre existence.
A la lecture de plusieurs déclarations, citations, textes sur l'ESS, je pense que nous devons être plus visibles, plus médiatiques, nous devons apporter la preuve de notre existence, ne pas être que des « faiseux », mais être aussi des « diseux » comme on dit dans mon Morvan. Et ce congrès doit en être une illustration.
D'autres savent le faire et le font bien (je dirai presque malheureusement parce qu'ils en oublient le plus souvent de dire ce que nous organisons et développons tout en se l'appropriant !).

Quand je lis que l'ESS souffrirait (je cite) du syndrome « Pour vivre heureux, vivons cachés », et que « Ce secteur n'a pas assez confiance en lui-même. Il a besoin d'un électrochoc, qui ne peut venir que des jeunes. L'enjeu n'est

Copyright © Rencontres Sociales

pas seulement de passer de 10 % à 15 % des emplois en restant un îlot de vertu. _ C'est aussi d'irriguer le reste de l'économie. », je me dis qu'il y a ignorance de celui qui dit ça, mais qu'il y a aussi, de notre part, à communiquer plus pour dire ce qu'on fait dans les territoires.
De même, quand certains remettent en cause les statuts constitutifs de l'ESS et proposent d'y substituer le langage de la preuve pour (je cite) « mieux rendre compte de l'utilité de l'ESS », je me dis que nous avons encore à convaincre pour montrer que notre forme d'économie ne peut pas reposer sur les seules intentions manifestées de (je cite encore) « mettre l'accent sur les pratiques réelles et leur évaluation ».
Cela voudrait dire que nos pratiques ne seraient pas de réelles pratiques de l'ESS et que nous ne mènerions pas d'évaluation !
Nous travaillons déjà à fédérer les pratiques, à élaborer des actions innovantes, en particulier par notre implication dans les « Etats généraux de l'ESS », persuadés que nous sommes de la nécessaire évolution de notre secteur et du besoin de revivifier nos pratiques au travers de l'échange entre les acteurs et avec les décideurs.

A la lecture de plusieurs communications ou lors de ma participation au dernier comité de pilotage de l'organisation des « Etats généraux », je constate que l'on « jette le bébé avec l'eau du bain ». Nous devons continuer à nous y investir en affirmant notre place et la qualité de nos entreprises pour que ce que nous défendons puisse continuer à être valorisé. Le travail accompli par l'équipe du CNCRES et par chacune de nos CRESS dans les régions montre à l'évidence que nous y sommes des acteurs importants et vigilants.
On ne parle plus d'entreprise sociale, on parle d'entrepreneurs sociaux. Le collectif est sacrifié pour valoriser l'individu. Pour moi, ce n'est plus le même projet de société et la dérive peut être grande pour l'ESS si elle s'engage dans cette seule voie sans qu'il y ait les moyens de s'inscrire dans un ensemble de cadres respectés par tous. C'est le sens du travail engagé au sein du CEGES et des indicateurs de plus value de l'économie sociale et solidaire qu'il propose. Nous avons aussi à poursuivre des partenariats solides qui nous rendent incontournables. Ainsi, à titre d'exemple, la lecture du « guide de l'ESS : L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE - Panorama général et interventions régionales » qui souligne que « Peu et mal connue, l'économie sociale et solidaire est redevenue une économie d'actualité : face aux impasses du modèle économique, elle représente aujourd'hui diverses formes de réponses alternatives crédibles. ».
Si cette affirmation est vraie, on peut s'étonner que les exemples cités dans cet ouvrage ne permettent pas d'y repérer les CRESS comme acteurs et partenaires. Cela nous montre à quel point nous avons encore à faire comprendre et à mieux communiquer avec des partenaires tels que l'AVISE ou les conseils régionaux. Redisons le, nous avons à coeur de travailler ensemble pour développer cette économie « peu et mal connue redevenue d'actualité », dans un respect mutuel.

Mais, si sur l'aspect de la médiatisation de notre action, nous ne sommes pas suffisamment développés, nous constatons combien l'ESS a « le vent en poupe » actuellement, ce qui est un peu paradoxal, mais pas tant que ça car ce qui est connu est parcellaire et souvent partisan. Ainsi, cette reconnaissance est soulignée dans plusieurs déclarations d'hommes, de femmes ou de partis politiques (par ordre alphabétique) : " Le MODEM qui rédige des propositions concrètes : « Nous refusons que l'on tente de cantonner l'économie sociale et solidaire à des activités sociales ou caritatives. C'est pour nous une forme alternative d'organisation de la production qui doit être pleinement reconnue et qui peut s'appliquer dans presque tous les secteurs. », " Arnaud MONTEBOURG qui milite pour un capitalisme coopératif, reprenant un certain nombre des analyses et valeurs développées dans le monde coopératif, " Le PARTI COMMUNISTE qui estime que : « L'économie sociale et solidaire est partie intégrante des voies alternatives porteuses de transformation sociale. Elle concerne l'ensemble des activités économiques et sociales. », " Le PARTI SOCIALISTE qui indique qu' : « Il est crucial d'encourager l'essor de modèles économiques efficaces et innovants, d'autant plus en période de crise. Une attention toute particulière devrait donc être portée à l'ESS pour favoriser la démocratisation de l'entrepreneuriat, la participation des salariés et usagers et la prise de décision de manière collective et responsable. », " Jean SARKOZY qui montre son intérêt pour l'économie sociale et solidaire et qui, en tant que président du groupe majoritaire du Conseil Général dans lequel il siège, en présentant, le 17 décembre dernier, une délibération sur l'économie sociale et solidaire, indiquant qu'il débloquerait 6.000.000 d'euros pour le développement de cette forme d'économie, " Dominique de VILLEPIN qui déclare qu'« il faut assurer un soutien massif à l'économie sociale et solidaire, au mouvement coopératif qui est gage d'indépendance pour tant

Copyright © Rencontres Sociales

d'agriculteurs ou de salariés de l'industrie. Soutenons l'innovation sociale en créant des pôles de solidarité à l'image des pôles de compétitivité, en ouvrant le crédit impôt-recherche à l'innovation sociale ».

Cette reconnaissance est encore plus forte dans le discours de Roselyne BACHELOT, lors de la séance d'installation du CSESS, le 8 décembre dernier. Quelques extraits sont là pour prendre date de la volonté de travail commun du gouvernement avec tous les acteurs de l'ESS. Je cite : « Ne nous y trompons pas : l'économie sociale et solidaire constitue un pan essentiel de notre économie et elle a une place dans la vie de nos concitoyens, qu'ils soient acteurs ou bénéficiaires de son activité. Pan essentiel de notre économie, ce secteur en est aussi l'un des éléments les plus solides, car il répond à des besoins profonds de nos concitoyens. ... Parce qu'elle est fondamentale à de nombreux titres, il est de notre devoir de permettre à cette économie d'être reconnue à sa juste valeur et de créer les conditions d'un déploiement largement souhaité. ... Donner toute sa place à l'économie sociale et solidaire, c'est se donner collectivement les moyens de changer la vie de nos concitoyens, en répondant aux besoins sociaux et environnementaux qui s'expriment dans nos territoires. C'est donner toute sa place à l'action de proximité. Il nous faut voir loin et forger des perspectives d'avenir. En un mot, nous devons investir non seulement dans le présent, mais aussi dans l'avenir de l'économie sociale et solidaire. Investir, nous l'avons déjà fait et nous continuerons à le faire. »
Madame la Ministre, chacun de nous entend la force de ces propos et souhaite que nous puissions oeuvrer ensemble pour le développement de l'ESS, pour autant que les moyens financiers de l'Etat viennent concrétiser ces prises de position.

Alors, effet de mode ou réel intérêt pour l'ESS ? Je pense que le passage de la crise et ce que nos structures ont prouvé de la pertinence de leur modèle économique, le travail réalisé par Francis VERCAMER, le développement des partenariats divers tant avec l'Etat qu'avec les collectivités territoriales sont, sans aucun doute, des éléments importants de cet intérêt. Cependant, il y a encore du chemin à parcourir. Ainsi, lors de mes rencontres, j'ai pu noter la méconnaissance du périmètre de l'ESS, de la qualité de son intervention, de la réduction souvent à la seule économie de la réparation ou de l'insertion, ... de la part de nombre d'élus de tous bords.
Il y a là, pour nous CRESS, un travail de conviction à mener. Au-delà de la preuve par l'action, nous devons aussi développer la preuve par le langage puisque, si j'ai bien compris, nous développons déjà le langage de la preuve lors des actions mises en place au cours du MOIS de l'ESS. Nous devons démontrer notre capacité à apporter des réponses aux abus et limites du libre marché qui a pour objectif de toujours faire plus de profits quelles qu'en soient les conséquences sur les hommes (chômage, délocalisations, augmentation de la richesse de certains alors que le nombre de personnes en difficulté augmente, ...).

Cette force de conviction que nous devons avoir et cette possibilité de nous faire connaître passe aussi par la présence plus forte des réseaux nationaux, par la qualité et la pertinence de leurs interventions. Ainsi, Etienne CANIARD, nouveau président de la FNMF, souhaite que le mouvement mutualiste aille de l'avant pour lutter contre un « immobilisme mortifère », précisant que « La Mutualité est l'un des rares acteurs qui peut faire comprendre que l'adaptation indispensable de notre système aux enjeux d'aujourd'hui n'est pas synonyme de renoncement aux valeurs ».
Ce sont bien de telles prises de position qui permettront de rendre l'ESS plus aperçue dans le paysage économique et social de notre pays, qui permettront que nous ne soyons pas « des nains politiques alors que nous sommes des géants économiques », comme le dit Hugues SIBILLE.
Patrick VIVERET déclare qu'« il faut donner à l'ESS les ambitions de ses moyens ». C'est sans doute vrai et c'est une nouvelle piste vers laquelle nous orienter. Mais alors, il nous revient de continuer à défendre, valoriser, promouvoir l'économie sociale et solidaire, de mieux faire connaître nos entreprises.

Le MOIS de l'ESS en est un bel exemple et, grâce à votre mobilisation, ce sont plus de 1.500 manifestations qui ont pu faire connaître l'ESS. La couverture médiatique a été importante (même si Alternatives Economiques choisit d'interroger plutôt le MOUVES que le CNCRES, créateur du MOIS au plan national, pour en faire le bilan ! Certains d'entre vous ont, à la lecture de l'article que je vous ai envoyé ce week-end, considéré que « Cela ressemble fort à la

Copyright © Rencontres Sociales

vie et aux comportements du coucou... avec en plus une volonté affirmée de prise de pouvoir. »), mais nous ne devons pas donner à voir ce que font et sont les entreprises de l'ESS qu'un mois par an, notre rôle est bien de valoriser et de faire connaître l'ESS en permanence ! Au moment où la crise de société que nous connaissons oblige l'ensemble de nos décideurs à trouver des alternatives, c'est bien vers nous qu'ils s'orientent, pour que nous puissions, que les citoyens puissent « vivre autrement », travailler autrement », consommer autrement », ...
Travailler sur les quatre types de performance que nous avons identifié est un enjeu du développement de l'ESS en général et de nos structures en particulier. Jean-François DRAPERI soulignait, en 2009, « l'ESS est globalement silencieuse. J'observe que la parole n'est pas prise au niveau national. Elle l'est plus, et c'est très bien, au niveau des réseaux de proximité et des fédérations associatives, coopératives... Mais si elle l'est peu au niveau de l'ensemble de l'ESS c'est peut-être parce que l'unité du mouvement n'est pas suffisante. Il nous faut donc, avant de faire des propositions, nous concerter et, en amont, analyser et comprendre. »
Cette affirmation, aussi abrupte qu'elle puisse être, est exacte et c'est bien nous, les acteurs des territoires, qui sommes porteurs de l'unité de l'ESS. C'est aussi dans les régions que peuvent s'élaborer des réponses innovantes. La revendication de l'économie sociale et solidaire est aussi, en filigrane, une contestation de l'économie capitaliste.

Nous avons aussi, par un regroupement de tous les acteurs de l'ESS dans les régions à travailler au développement d'un marché de l'ESS. Créons les moyens de faire grandir nos idées et nos entreprises, mais militons aussi pour développer le commerce de l'ESS. Aidons à acheter et consommer ESS !
Notre rôle est également important par le poids économique et politique des entreprises qui nous composent. Actrices du développement local, elles sont par leur organisation, par leur investissement dans les territoires, de véritables acteurs économiques et sociaux.
C'est bien le rôle des CRESS d'aller au-delà de la seule représentation, elles ont à jouer un rôle de catalyseurs des énergies des entreprises pour faire valoir leur poids et leur capacité de mobilisation. N'oublions jamais que notre représentativité dans les régions nous permet de mobiliser, si nous le voulons, un nombre important de citoyens. Ainsi que le rappelle le CEGES : « Chaque personne est, de près ou de loin, un acteur ou un consommateur de l'ESS. La plupart des personnes sont en relation dans leur vie quotidienne avec des entreprises de l'économie sociale. Plus de deux Français sur trois sont protégés par une mutuelle. Trois Français sur quatre sont en relation avec une association ayant une activité économique. Un Français sur deux réalise des échanges avec une coopérative. ».

C'est une force si nous savons faire valoir notre importance, la qualité des performances qui sont les nôtres. A nous d'y travailler et de construire, ensemble, une parole partagée qui nous permettra d'aller plus loin dans nos pratiques et dans nos réalisations concrètes.
A nous aussi de redire qu'il ne peut y avoir d'ESS que dans le respect des Hommes, montrons que nous aussi nous savons faire du buzz et que, sans exclusion ni exclusive, vieux ou jeunes, Hommes ou Femmes, dans le respect des générations, nous sommes unis pour construire une société dans laquelle nos valeurs peuvent être partagées par une majorité et que cette économie n'est pas une utopie mais un véritable moteur de développement économique.
En tant que président du CNCRES, je veux vous redire ma certitude que nous arriverons à construire, dans nos régions, de véritables relations entre nos adhérents, avec les partenaires et avec tous ceux qui se reconnaissent dans nos valeurs. Le CNCRES sera là pour vous accompagner car il n'existe que par et pour vous.
Ce congrès doit nous permettre de conforter notre place et de montrer combien l'ESS est vivace et forte dans les territoires, au travers des relations entre les grandes familles de l'ESS, les acteurs locaux, les collectivités et l'Etat.
Notre force en tant que CNCRES, et la force de l'ESS, c'est vous tous. Continuons à nous mobiliser autour d'un projet commun et dans le respect de nos spécificités.
Merci à toutes et tous.

Les quatre types de performance

- Performance démocratique : l'ESS se caractérise par sa forme de gouvernance et les relations sociales entre les

membres de l'entreprise. Le fonctionnement démocratique des associations, des mutuelles et des coopératives est un des principes intangibles des acteurs de l'économie sociale et solidaire. Cette forme de gouvernance est aussi un moyen d'impliquer plus fortement les acteurs locaux dans l'évolution des structures pour que celles-ci soient de véritables forces pour le développement économique et social des territoires. Elle est aussi un moyen de faire progresser le dialogue social qui est une réponse aux souffrances dans le monde du travail.

- Performance environnementale : si les entreprises de l'ESS sont des acteurs du développement local, leur implantation dans les territoires est porteuse de relations nouvelles entre les différentes forces en présence. Ces entreprises répondent souvent à des logiques et des besoins locaux non couverts ou pour lesquels les modèles économiques traditionnels ne peuvent pas répondre. De ce fait, la situation dans l'environnement est un axe central du développement des entreprises de l'ESS. Leur implantation comme leur développement doit partir de la capacité qu'elles peuvent avoir d'une mobilisation des acteurs locaux et d'une mise en synergie de ces acteurs. La performance environnement concerne dans ce contexte tout ce qui va permettre, à la fois, l'implantation de l'entreprise, la pertinence de son interpellation des forces locales en présence (qu'il s'agisse des décideurs, des habitants, des sociétaires, ...) et son implication dans l'environnement de son activité.

- Performance économique : La performance économique des entreprises de l'ESS passe notamment par la consolidation et le développement de leur marché au service d'une cohésion sociale territoriale. Le développement économique est un axe prioritaire des entreprises de l'économie sociale et solidaire, particulièrement en tant qu'actrices du développement global dans les territoires. Entreprises porteuses de valeurs, entreprises inscrites dans le développement local, les structures de l'ESS ont à s'organiser pour faire valoir leur poids dans tout ce qui touche à l'emploi, l'économie, ...

- Performance sociale : cette question peut être abordée selon plusieurs axes, qu'il s'agisse de l'intégration des personnes handicapées dans le monde du travail, soit en direct dans les entreprises, soit par la création de structures adaptées. Il peut s'agir aussi de réfléchir ensemble sur la pertinence du modèle de l'économie sociale pour mener à bien le développement économique en tenant compte de nouvelles formes de relations sociales dans l'entreprise. Cela peut être enfin une analyse de ce qu'apportent les entreprises dans la cohésion sociale locale et le développent de nouveaux modes d'implication de tous les acteurs locaux dans le développement du territoire.

Copyright © Rencontres Sociales